

Séance publique du mardi 29 septembre 2015

Convoqué le mercredi 23 septembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le mardi 29 septembre 2015 à 18h00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Véronique DEMON, Anne-Louise KNAPNOUGEL.

Absents :

Gérard LANNELONGUE.

Halles et marchés - Impact de la loi n°2014-626 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises - Décision - Autorisation

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

La loi relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises adoptée le 18 juin 2014 dite « loi Pinel » vise à favoriser la diversité des commerces, à promouvoir la qualité et les savoir-faire des artisans et des très petites entreprises.

Jusqu'à l'adoption de la loi, la législation commerciale ne s'appliquait pas aux autorisations d'occupation du domaine public consenties sur les marchés de plein air et dans les halles.

La loi Pinel modifie cette donne et instaure pour les halles et marchés la possibilité pour le titulaire d'une autorisation d'occupation de présenter au maire un successeur à son activité en cas de cession du fonds. Le maire conserve toutefois la possibilité de refuser la présentation qui doit être expressément motivée.

La loi prévoit que le conseil municipal se prononce sur l'ancienneté nécessaire au titulaire de l'autorisation pour prétendre à ce droit dans la limite d'une durée de trois ans.

Il est proposé de retenir la durée de trois ans afin de garantir l'expérience et le savoir-faire des commerçants dans leur activité sur les marchés et les halles de la Ville.

En contrepartie de ce droit nouveau conféré aux titulaires d'une autorisation sur le domaine public et afin de se conformer à la pratique déjà en vigueur dans les halles, il est proposé d'instaurer des droits d'entrée à acquitter par le successeur autorisé par la Ville.

La réglementation générale des halles et marchés sera adaptée en conséquence pour préciser les démarches à établir par les titulaires d'autorisation et les potentiels successeurs.

L'ensemble de ces dispositions ont fait l'objet d'une concertation avec les représentants des commerçants non sédentaires lors des commissions des halles et marchés des 12 février 2015 et 14 septembre 2015.

En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :

De fixer à une durée de trois ans l'ancienneté nécessaire à un titulaire d'une autorisation d'occupation dans les marchés de plein air et dans les halles,

De fixer les droits d'entrée pour les successeurs de marché de plein air à 10 €/m²/jour de marché pour les jours de marché se tenant du lundi au vendredi inclus, à 20 €/m²/jour de marché pour les jours de marché se tenant le samedi et le dimanche,

De maintenir les droits d'entrée pour les successeurs des halles conformément à la délibération n°2014/569 du 17 décembre 2014,

D'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjointe déléguée à signer tout document utile à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,

Philippe SAUREL



Publiée le : 30 septembre 2015